

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 39 (2002)
Heft: 1516

Artikel: FMI : tout ce que vous avez toujours voulu savoir sur le Fonds monétaire
Autor: Gagnebin, Lala
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1008572>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 29.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Tout ce que vous avez toujours voulu savoir sur le Fonds monétaire

Joseph Stiglitz, économiste, prix Nobel et ancien conseiller du président Bill Clinton, vient d'écrire un ouvrage consacré aux institutions à la tête de l'économie mondiale. Constat dur et propositions courageuses.

Joseph Stiglitz, prix Nobel d'économie en 2001 et ancien conseiller de Bill Clinton (de 1993 à 1997), s'est surtout fait connaître parce qu'il a quitté la Banque mondiale en claquant la porte en 2000. L'ancien chef économiste de la Banque publie aujourd'hui un véritable pamphlet digne d'*attac* sur les Institutions de Bretton Woods et l'Organisation mondiale du commerce (OMC): *La grande désillusion*.

Joseph Stiglitz n'est ni un sentimental ni un démagogue. Il est entré à la Banque mondiale armé de son expérience de la politique économique américaine et sans idée préconçue sur les pays en développement. Lors de son premier voyage, en Ethiopie, il a été atterré d'apprendre que le Fonds monétaire international (FMI) avait suspendu ses versements à ce pays parce que le gouvernement éthiopien avait remboursé une dette sans l'en informer. Un exemple de l'arrogance de l'institution et de la soumission dans laquelle sont tenus les pays emprunteurs.

Les objectifs désavoués du FMI

Comment en est-on arrivé là? En effet, lors de sa création en 1948, le FMI se donne pour objectifs la stabilité économique mondiale, la croissance et la lutte contre le chômage. Ces objectifs sont toujours ins-

crits dans sa charte. Mais une institution ne vaut que par ses membres. Tous les pays du monde y sont représentés, comme aux Nations Unies. Mais, d'une part, les droits de vote y sont proportionnels à la puissance économique, et d'autre part, les pays y sont représentés par leur ministre des finances ou le gouverneur de leur banque centrale.

Par ailleurs, dans l'intervalle, le dogme du marché s'est imposé. Les ministres et les gouverneurs représentant les pays du G7 n'ont aucune honte à défendre les intérêts de leurs pays, des banques et des multinationales. Ils donnent la priorité à la lutte contre l'inflation et au remboursement de la dette des pays les plus pauvres.

Lorsque les Etats-Unis ont amorcé une récession au début de 2001, tout le monde a trouvé normal que la Réserve fédérale baisse ses taux d'intérêts et que le déficit budgétaire américain se creuse. Mais quand il s'agit de l'Argentine, on la saigne à blanc, les salaires sont réduits, les pensions ne sont plus payées. Résultat: la demande chute, les entreprises font faillite les unes après les autres, le chômage bondit et la classe moyenne en est réduite aux soupes populaires pour se nourrir.

Les critiques de Joseph Stiglitz ne sont pas nouvelles. Susan George, *attac*, même les œuvres suisses d'entraide les

avaient déjà formulées. Mais Stiglitz fait partie de l'*establishment*. Il est donc plus difficile d'ignorer son diagnostic et ses propositions de réforme.

Un gouvernement mondial pour la globalisation

Stiglitz n'est pas tendre non plus avec l'OMC. En théorie, la libéralisation du commerce devrait profiter à tout le monde. Mais les règles sont élaborées par les plus forts. On ne va pas énumérer ici toutes les propositions techniques de l'économiste américain. Leur objectif commun est de soumettre la libéralisation aux exigences de création d'emplois et d'augmentation des revenus et, plus généralement, de développement humain. C'est remettre l'économie à sa juste place. La globalisation n'est pas un mal en soi, mais il faudrait un gouvernement mondial pour la réglementer, pour en limiter les abus et en redistribuer les bénéfices. En ce qui concerne la Banque mondiale et l'aide publique au développement en général, Stiglitz préconise un engagement à long terme de tous les donateurs, sur lesquels les pays en développement puissent compter, pour mettre en œuvre leur politique.

Que se passe-t-il en Suisse? Dans le cadre de la conférence internationale sur le financement du développement à Monterrey, Joseph Deiss a annoncé une augmentation de

l'aide publique helvétique qui devrait atteindre 0,4 % du PNB en 2010. Six semaines plus tard, le projet de budget 2003 et le plan financier indiquent une réduction de cette aide.

Par ailleurs notre pays a complètement changé de position au sein du Fonds monétaire international. En 1993, au moment de l'adhésion, le Conseil fédéral a promis que nous allions défendre les couches les plus défavorisées et lutter contre la pauvreté, conformément à notre Loi sur la coopération internationale au développement. Mais, peu à peu, l'orthodoxie de la Banque nationale suisse a primé: nous sommes durs pour les pays en développement comme avec nous-mêmes lorsque nous menons la guerre totale à l'inflation au détriment de l'emploi.

Lala Gagnebin

Joseph Stiglitz, *La grande désillusion*, Fayard, Paris, 2002.

Joseph Stiglitz, né en 1943, est à l'origine des recherches sur l'économie des nouvelles techniques de communication. Ses travaux récents examinent le rôle de l'Etat dans les pays en voie de développement et les causes et les conséquences des crises financières mondialisées. Professeur à l'Université de Stanford, il est aussi un expert des problèmes liés à l'économie publique. *réd.*